

sionnistes, ce qui aurait suralimenté une économie qui n'en avait pas besoin.

Il est facile de critiquer aujourd'hui, et de dire que les prévisions étaient fausses; mais je n'ai pas encore entendu les partis de l'opposition proposer des moyens précis de revaloriser les prévisions. Tous les pays du monde ont du mal, de nos jours, à faire des prévisions, car il n'est d'économie qui soit entièrement fermée: le monde dans lequel nous vivons est fondé sur l'interdépendance, et la conjoncture économique est fonction de toutes sortes de facteurs. Je suis bien d'avis que nous devrions chercher des moyens d'améliorer la situation, et j'ai moi-même fait des propositions en ce sens. Il y a quelque temps, le chef de l'opposition (M. Stanfield) a proposé la création d'un organisme autonome habilité à faire les prévisions économiques à court terme. Je préférerais, pour ma part, que l'on augmente le personnel et les pouvoirs de certains des organismes actuels qui s'occupent de faire des prévisions à court terme. A mon avis, ils devraient être sous contrôle politique et prêter plus d'attention aux exigences politiques.

Le leader du NPD a déclaré que la politique que le gouvernement a présentée ce soir est assez bonne, mais ne suffit pas. Il s'est malheureusement laissé aller à des attaques personnelles, contre le ministre des Finances et d'autres ministres, comme c'est souvent le cas lorsqu'il s'échauffe au cours d'un débat. L'honorable député du Yukon (M. Nielsen) qui m'a précédé en a fait de même. Je ne vois pas en quoi cela fait avancer les débats. L'honorable député de York Sud (M. Lewis) a parlé de complaisance. Il a accusé quelques députés ministériels de se complaire dans notre situation économique. Je crois que ce député confond bruit et volume avec intérêt. Avec quelques-uns parmi ses collègues il se lève pour faire beaucoup de bruit croyant montrer un grand intérêt pour une question. Les ministériels qui étudient le problème en profondeur n'en font pas pour autant beaucoup de bruit, mais ce député et ses amis interprètent cela comme la marque de complaisance. Monsieur l'Orateur, on ne peut pas juger du sérieux par le bruit.

Voici un aspect intéressant du discours du chef du Nouveau parti démocratique: bien qu'il représente un parti qui se veut plus ou moins socialiste, il n'a présenté aucune solution de rechange. Il a lancé les mêmes attaques que le chef de l'opposition officielle. Il a approuvé les initiatives du gouvernement, mais a ajouté qu'on aurait pu faire plus un peu plus tôt. Il n'a vraiment proposé aucune solution de rechange. Or, dans une économie libre et mixte comme la nôtre, les choix se font rares. Il s'agit de bien mêler les éléments, de bien calculer et de faire preuve de sagesse politique et de clairvoyance—et personne n'a le monopole de la perfection à ce jeu. Néanmoins, je prétends que le calcul était bon, compte tenu de ce que l'on savait à l'époque.

L'opposition a accusé le gouvernement de manifester un optimisme béant au point de ne pas agir! Je répète que le budget du 18 juin était important et qu'on avait reconnu ce fait à ce moment-là. En fait, la plupart des oppositionnels ont déclaré qu'ils étaient sur le point d'annoncer des élections vu que ce budget était si expansionniste. Ils ont prétendu dans les journaux et à la télévision que c'est ce genre de budget expansionniste qui mène inévitablement aux élections. L'opposition dit maintenant qu'on n'a rien

[M. Allmand.]

fait le 18 juin. J'affirme que le gouvernement a pris une initiative importante le 18 juin, mais, depuis, de nouveaux éléments ont surgi qui ne pouvaient se prévoir. Nous sommes maintenant accusés de surestimer l'effet de la surtaxe des États-Unis. Peut-être l'opposition le mésestime-elle ce soir, même si il y a quelques semaines elle le montait beaucoup plus en épingle mais pour des motifs d'ordre politique. Elle dit maintenant que cela n'a rien à voir avec la situation.

Le député d'York-Sud a mentionné qu'il aimerait proposer un programme qui permettrait de créer 250,000 nouveaux emplois. Les propositions auxquelles il songe à cette fin sont du pareil au même, ce qui signifierait, je suppose, un déficit encore plus élevé. Il affirme que les mesures proposées n'engendreront pas un si grand nombre d'emplois. J'ignore sur quoi il fonde son assertion.

M. Orlikow: Vous mentionnez un chiffre. Combien d'emplois seront créés? On le verra bien.

M. Allmand: Je ne suis ni un oracle ni un prophète comme le député d'York-Sud. Je crois que les mesures présentées ce soir à la Chambre sont importantes et entraîneront une forte augmentation de l'emploi.

M. Orlikow: Combien d'emplois?

M. Allmand: Je ne ferai pas de prédictions. C'est facile de prédire quand on fait partie de l'opposition. On peut faire toutes sortes de prédictions et forcément on tombe bien une fois ou une autre.

Le leader du NPD a aussi reproché au gouvernement de n'avoir pas consulté les provinces avant de présenter ce programme. Il a parlé de crédibilité. Que dire de sa propre crédibilité? Si je ne me trompe, il y a quelques jours à peine, lui-même et son parti recommandaient que le gouvernement présente un programme sans consulter les provinces. Ses partisans disaient qu'à défaut d'une entente à l'occasion d'une conférence fédérale-provinciale à une date plus rapprochée, le gouvernement devrait aller de l'avant avec ses plans et les faire connaître immédiatement. Et ce soir il reproche au gouvernement de présenter ces propositions avant d'avoir consulté les provinces.

Une voix: C'est en juillet qu'on aurait dû le faire.

M. Allmand: Vous autres, vous aurez l'occasion de parler. Le débat peut se prolonger toute la nuit. Le premier ministre a déclaré, en réponse à des questions, qu'il s'efforce depuis juin dernier d'organiser une rencontre avec les provinces. Il a pris l'initiative de le faire. Si cette rencontre n'a pas eu lieu, qui en est responsable? On avait fixé une date en décembre. Le premier ministre préférerait que cette réunion se tienne plus tôt. Nous espérons tous que ce sera pour bientôt.

• (10.20 p.m.)

Le chef du Nouveau parti démocratique se disait d'avis, ce soir, que nous avions tort de présenter ces propositions et ces programmes sans avoir consulté les provinces. Il y a peut-être eu des consultations de ce côté, mais la semaine dernière encore, plusieurs membres de l'opposition étaient d'avis d'agir comme nous le faisons actuellement. Comment croire alors le Nouveau parti démocratique?